

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services dispensés par les tribunaux criminels, les tribunaux civils et les tribunaux de la famille grâce à un réseau de plus de 250 greffes, et offre des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire. Le ministère intente des poursuites en vertu du *Code criminel* du Canada, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et de lois provinciales. Il met en place un réseau de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels, à qui il offre un vaste éventail de services, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Font également partie du ministère le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants et le Programme de visites surveillées. Le ministère offre par ailleurs des conseils d'experts juridiques aux ministères, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Il supervise des organismes, conseils et commissions comme la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne et la Commission du droit de l'Ontario. Le ministère subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales et le Bureau indépendant de l'examen de la police.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministère	157 915 500	150 457 400	7 458 100	153 660 008
302 Programme de poursuites contre les criminels	264 700 200	251 013 500	13 686 700	231 188 911
303 Programme des services de justice à la famille	374 315 400	370 443 400	3 872 000	364 095 356
304 Programme des services juridiques	67 109 100	82 957 800	(15 848 700)	78 268 373
305 Programme des services aux tribunaux	386 680 200	354 871 700	31 808 500	394 929 825
306 Programme des services aux victimes	132 727 200	103 075 500	29 651 700	206 845 980
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 383 447 600	1 312 819 300	70 628 300	1 428 988 453
Crédits législatifs	4 766 014	4 766 014	-	44 213 026
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 388 213 614	1 317 585 314	70 628 300	1 473 201 479
Redressement de consolidation net - Aide juridique Ontario	70 844 000	62 437 000	8 407 000	45 806 400
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 459 057 614	1 380 022 314	79 035 300	1 519 007 879
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
303 Programme des services de justice à la famille	267 000	499 000	(232 000)	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT	267 000	499 000	(232 000)	-
Total du ministère - Actif de fonctionnement	267 000	499 000	(232 000)	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
301 Programme d'administration du ministère	38 500 000	58 700 000	(20 200 000)	48 938 430
302 Programme de poursuites contre les criminels	1 000	-	1 000	-
305 Programme des services aux tribunaux	149 800 400	154 895 100	(5 094 700)	77 121 272
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	188 301 400	213 595 100	(25 293 700)	126 059 702
Crédits législatifs	37 000	-	37 000	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	188 338 400	213 595 100	(25 256 700)	126 059 702
Redressement de consolidation net - Aide juridique Ontario	3 400 000	3 880 000	(480 000)	3 149 000
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	191 738 400	217 475 100	(25 736 700)	129 208 702
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
302 Programme de poursuites contre les criminels	212 000	-	212 000	-
305 Programme des services aux tribunaux	311 000	-	311 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIF D'IMMOBILISATIONS	523 000	-	523 000	-
Total du ministère - Actif d'immobilisations	523 000	-	523 000	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 650 796 014	1 597 497 414	53 298 600	1 648 216 581

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information, de services en français, de qualité des services et de gestion des connaissances, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Division des politiques et la Direction des communications.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	157 915 500	150 457 400	7 458 100	153 660 008
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		157 915 500	150 457 400	7 458 100	153 660 008
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 173
Total - Crédits législatifs		64 014	64 014	-	64 014
Total - Charges de fonctionnement		157 979 514	150 521 414	7 458 100	153 724 022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	38 500 000	58 700 000	(20 200 000)	48 938 430
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		38 500 000	58 700 000	(20 200 000)	48 938 430
Total - Charges d'immobilisations		38 500 000	58 700 000	(20 200 000)	48 938 430

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
301-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		22 091 700
	Avantages sociaux		2 264 500
	Transports et communications		469 200
	Services		132 747 900
	Fournitures et matériel		342 200
Total à voter - Charges de fonctionnement			157 915 500
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 575 500	
	Avantages sociaux	161 100	
	Transports et communications	13 300	
	Services	435 100	
	Fournitures et matériel	20 800	2 205 800
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 242 000	
	Avantages sociaux	246 600	
	Transports et communications	20 100	
	Services	74 500	
	Fournitures et matériel	80 900	2 664 100
<i>Services de vérification</i>			
	Services	1 653 300	1 653 300
<i>Services des installations</i>			
	Traitements et salaires	4 036 600	
	Avantages sociaux	469 300	
	Transports et communications	161 800	
	Services	71 200	
	Fournitures et matériel	161 000	4 899 900
<i>Locaux - Frais de location</i>			
	Services	129 665 900	129 665 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Planification opérationnelle*

Traitements et salaires	6 325 800	
Avantages sociaux	666 900	
Transports et communications	202 100	
Services	486 400	
Fournitures et matériel	32 500	7 713 700

Ressources humaines

Traitements et salaires	2 959 500	
Avantages sociaux	199 900	
Transports et communications	43 200	
Services	61 900	
Fournitures et matériel	36 200	3 300 700

Division des politiques

Traitements et salaires	4 952 300	
Avantages sociaux	520 700	
Transports et communications	28 700	
Services	299 600	
Fournitures et matériel	10 800	5 812 100

Total à voter - Charges de fonctionnement**157 915 500****Crédits législatifs**

L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173

Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère**157 979 514**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
301-2	Renouvellement des installations		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations - renouvellement des actifs	22 000 000	
	Investissements dans les immobilisations - charges de renouvellement	16 500 000	38 500 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			38 500 000
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère			38 500 000

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales et du Bureau indépendant de l'examen de la police.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Unité des enquêtes spéciales	7 187 700	6 803 100	384 600	6 827 888
2	Droit criminel	244 594 800	240 493 600	4 101 200	220 594 212
3	Projet de la justice applicable aux Autochtones	3 716 800	3 716 800	-	3 766 811
4	Bureau indépendant de l'examen de la police	9 200 900	-	9 200 900	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		264 700 200	251 013 500	13 686 700	231 188 911
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>	1 000	1 000	-	1 035 200
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	1 035 200
Total - Charges de fonctionnement		264 701 200	251 014 500	13 686 700	232 224 111
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Division du droit criminel	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	15 000	-	15 000	-
Total - Crédits législatifs		15 000	-	15 000	-
Total - Charges d'immobilisations		16 000	-	16 000	-
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	Division du droit criminel - actifs	212 000	-	212 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIF D'IMMOBILISATIONS		212 000	-	212 000	-
Total - Actif d'immobilisations		212 000	-	212 000	-

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

302-1	Unité des enquêtes spéciales		
	Traitements et salaires		5 496 100
	Avantages sociaux		815 200
	Transports et communications		215 000
	Services		383 000
	Fournitures et matériel		278 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 187 700
<hr/>			
302-2	Droit criminel		
	Traitements et salaires		182 142 200
	Avantages sociaux		21 479 000
	Transports et communications		5 560 100
	Services		22 071 900
	Fournitures et matériel		4 902 600
	Paiements de transfert		
	Comités de justice pour la jeunesse	4 080 000	
	Programmes de responsabilisation directe	4 359 000	8 439 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		244 594 800
<hr/>			
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>		1 000
<hr/>			
302-3	Projet de la justice applicable aux Autochtones		
	Paiements de transfert		
	Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	2 866 400	
	Projets de la justice applicable aux Autochtones	850 400	3 716 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		3 716 800

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

302-4	Bureau indépendant de l'examen de la police	
	Traitements et salaires	2 492 200
	Avantages sociaux	249 200
	Transports et communications	256 900
	Services	5 448 800
	Fournitures et matériel	753 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement	9 200 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels	264 701 200

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

302-5	Division du droit criminel	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000

Crédits législatifs

	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	15 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de poursuites contre les criminels	16 000

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

302-6	Division du droit criminel - actifs	
	Parc automobile et flotte de bateaux	212 000
	Total à voter - Actif d'immobilisations	212 000
	Total (Actif d'immobilisations) - Programme de poursuites contre les criminels	212 000

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom de personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires liées à la protection de l'enfance, à un divorce ou une séparation, ainsi qu'aux contentieux civils et aux dossiers de succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il est responsable de l'Aide juridique Ontario et du Programme de vérification et de supervision des libérations sous caution.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de justice à la famille	86 534 300	84 632 300	1 902 000	80 222 756
2	Aide juridique Ontario	287 781 100	285 811 100	1 970 000	283 872 600
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		374 315 400	370 443 400	3 872 000	364 095 356
Total - Charges de fonctionnement		374 315 400	370 443 400	3 872 000	364 095 356
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	Aide juridique Ontario	267 000	499 000	(232 000)	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT		267 000	499 000	(232 000)	-
Total - Actif de fonctionnement		267 000	499 000	(232 000)	-

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

303-1	Services de justice à la famille		
	Traitements et salaires		37 328 400
	Avantages sociaux		4 720 100
	Transports et communications		1 668 200
	Services		27 936 300
	Fournitures et matériel		754 800
	Paiements de transfert		
	Visites surveillées	7 939 700	
	Vérification et supervision des libérations sous caution	6 237 900	
	Victimes de mauvais traitements	23 900	14 201 500
	Total partiel		86 609 300
	Moins : Recouvrements		75 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		86 534 300

*Sous-postes :**Gestion des programmes*

	Traitements et salaires	1 089 300	
	Avantages sociaux	154 300	
	Transports et communications	16 200	
	Services	600 100	
	Fournitures et matériel	30 000	1 889 900

Avocat des enfants

	Traitements et salaires	7 056 700	
	Avantages sociaux	890 500	
	Transports et communications	240 800	
	Services	23 503 700	
	Fournitures et matériel	153 000	
	Total partiel	31 844 700	
	Moins : Recouvrements	75 000	31 769 700

Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)

	Traitements et salaires	28 838 000	
	Avantages sociaux	3 615 100	
	Transports et communications	1 382 400	
	Services	3 736 800	
	Fournitures et matériel	555 500	38 127 800

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Visites surveillées*

Traitements et salaires	279 300	
Avantages sociaux	51 000	
Transports et communications	26 600	
Services	94 600	
Fournitures et matériel	14 100	
Paiements de transfert		
Visites surveillées	7 939 700	8 405 300

Vérification et supervision des libérations sous caution

Traitements et salaires	65 100	
Avantages sociaux	9 200	
Transports et communications	2 200	
Services	1 100	
Fournitures et matériel	2 200	
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 237 900	6 317 700

Victimes de mauvais traitements

Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	23 900	23 900

Total à voter - Charges de fonctionnement**86 534 300**

303-2 Aide juridique Ontario

Paiements de transfert		
Réinvestissements dans le Fonds d'aide juridique	232 000	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Services aux clients	222 920 100	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Administration	27 348 100	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	37 280 900	287 781 100

Total à voter - Charges de fonctionnement**287 781 100****Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services de justice à la famille****374 315 400**

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
 POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
 N°

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

303-3	Aide juridique Ontario	
	Dépôts et charges payées d'avance	267 000
Total à voter - Actif de fonctionnement		267 000
Total (Actif de fonctionnement) - Programme des services de justice à la famille		267 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et le représente devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités, politiques, programmes et services de base.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la codification des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère, notamment la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne et la Commission du droit de l'Ontario.

Le ministère administre aussi les enquêtes publiques.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Organismes, conseils et commissions	38 982 100	55 120 700	(16 138 600)	54 073 546
2	Services juridiques	22 933 600	23 100 200	(166 600)	18 915 474
3	Services des conseillers législatifs	5 193 400	4 736 900	456 500	5 279 353
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		67 109 100	82 957 800	(15 848 700)	78 268 373
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	1 000	1 000	-	38 330 237
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	38 330 237
Total - Charges de fonctionnement		67 110 100	82 958 800	(15 848 700)	116 598 610

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

304-1	Organismes, conseils et commissions		
	Traitements et salaires		22 442 100
	Avantages sociaux		2 586 100
	Transports et communications		3 260 700
	Services		4 595 300
	Fournitures et matériel		814 500
	Paiements de transfert		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la		
	personne	5 282 400	
	Commission du droit de l'Ontario	1 000	5 283 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		38 982 100

*Sous-postes :**Commission de révision de l'évaluation foncière*

	Traitements et salaires	5 208 000	
	Avantages sociaux	553 800	
	Transports et communications	756 700	
	Services	2 112 400	
	Fournitures et matériel	224 900	8 855 800

Commission des affaires municipales de l'Ontario

	Traitements et salaires	5 614 100	
	Avantages sociaux	700 800	
	Transports et communications	682 500	
	Services	647 000	
	Fournitures et matériel	91 000	7 735 400

Commission ontarienne des droits de la personne

	Traitements et salaires	4 667 300	
	Avantages sociaux	428 900	
	Transports et communications	202 000	
	Services	582 500	
	Fournitures et matériel	109 100	5 989 800

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Tribunal des droits de la personne de l'Ontario*

Traitements et salaires	6 952 700	
Avantages sociaux	902 600	
Transports et communications	1 619 500	
Services	1 252 400	
Fournitures et matériel	389 500	11 116 700

Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne

Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 282 400	5 282 400

Commissions royales

Services	1 000	1 000
----------	-------	-------

Commission du droit de l'Ontario

Paiements de transfert		
Commission du droit de l'Ontario	1 000	1 000

Total à voter - Charges de fonctionnement		38 982 100
--	--	-------------------

304-2 Services juridiques

Traitements et salaires		116 769 400
Avantages sociaux		10 045 300
Transports et communications		151 500
Services		2 789 100
Fournitures et matériel		285 800
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	415 000	
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Recouvrement des coûts	25 000	
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	1 030 000	1 470 000

Total partiel		131 511 100
---------------	--	-------------

Moins : Recouvrements		108 577 500
-----------------------	--	-------------

Total à voter - Charges de fonctionnement		22 933 600
--	--	-------------------

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Sous-postes :**Droit civil et constitutionnel*

Traitements et salaires		20 758 200	
Avantages sociaux		2 501 200	
Transports et communications		151 500	
Services		2 776 100	
Fournitures et matériel		285 800	
Paiements de transfert			
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	415 000		
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Recouvrement des coûts	25 000		
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	1 030 000	1 470 000	
Total partiel		27 942 800	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		5 010 200	22 932 600

Services juridiques détachés

Traitements et salaires		96 011 200	
Avantages sociaux		7 544 100	
Services		13 000	
Total partiel		103 568 300	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		103 567 300	1 000

Total à voter - Charges de fonctionnement**22 933 600****Crédits législatifs**

Autres opérations

L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>		1 000
---	---	--	-------

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

304-3	Services des conseillers législatifs	
	Traitements et salaires	6 124 400
	Avantages sociaux	611 000
	Transports et communications	33 800
	Services	233 200
	Fournitures et matériel	55 000
	Total partiel	7 057 400
	Moins : Recouvrements	1 864 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	5 193 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services juridiques	67 110 100

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration de la justice	242 407 800	229 378 400	13 029 400	238 773 970
2	Services judiciaires	144 272 400	125 493 300	18 779 100	156 155 855
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		386 680 200	354 871 700	31 808 500	394 929 825
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 700 000	4 700 000	-	4 783 575
Total - Crédits législatifs		4 700 000	4 700 000	-	4 783 575
Total - Charges de fonctionnement		391 380 200	359 571 700	31 808 500	399 713 400
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Construction de tribunaux	149 799 400	154 895 100	(5 095 700)	77 121 272
4	Services aux tribunaux	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		149 800 400	154 895 100	(5 094 700)	77 121 272
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	22 000	-	22 000	-
Total - Crédits législatifs		22 000	-	22 000	-
Total - Charges d'immobilisations		149 822 400	154 895 100	(5 072 700)	77 121 272
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	Services aux tribunaux - actifs	311 000	-	311 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIF D'IMMOBILISATIONS		311 000	-	311 000	-
Total - Actif d'immobilisations		311 000	-	311 000	-

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
305-1	Administration de la justice		
	Traitements et salaires		165 218 600
	Avantages sociaux		26 923 500
	Transports et communications		7 426 200
	Services		30 447 400
	Fournitures et matériel		12 392 100
Total à voter - Charges de fonctionnement			242 407 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		4 700 000
305-2	Services judiciaires		
	Traitements et salaires		115 301 400
	Avantages sociaux		14 264 500
	Transports et communications		4 439 900
	Services		9 564 900
	Fournitures et matériel		700 700
	Paievements de transfert		
	Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges		1 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			144 272 400
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux			391 380 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
305-3	Construction de tribunaux		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	72 145 600	
	Projets d'infrastructure de grande envergure	71 229 700	
	Projets d'infrastructure de grande envergure - paiements	6 424 100	149 799 400
Total à voter - Charges d'immobilisations			149 799 400

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

305-4	Services aux tribunaux	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000

Crédits législatifs

	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	22 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux	149 822 400

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

305-5	Services aux tribunaux - actifs	
	Parc automobile et flotte de bateaux	311 000
	Total à voter - Actif d'immobilisations	311 000
	Total (Actif d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux	311 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES - CRÉDIT 306

Ce programme offre son soutien aux victimes par l'entremise du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2009-2010	Prévisions 2008-2009	Différence entre 2009-2010 et 2008-2009	Chiffres réels 2007-2008
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion des services aux victimes	56 990 100	58 587 800	(1 597 700)	53 422 160
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	20 439 700	20 434 200	5 500	17 045 796
3	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	55 297 400	24 053 500	31 243 900	136 378 024
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		132 727 200	103 075 500	29 651 700	206 845 980
Total - Charges de fonctionnement		132 727 200	103 075 500	29 651 700	206 845 980

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

306-1	Gestion des services aux victimes		
	Traitements et salaires		7 285 500
	Avantages sociaux		1 023 500
	Transports et communications		836 500
	Services		7 029 900
	Fournitures et matériel		279 600
	Paiements de transfert		
	Financement d'urgence aux victimes	1 449 600	
	Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord)	9 467 600	
	Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 590 700	
	Projets spéciaux d'aide aux victimes	932 700	
	Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	12 993 300	
	Programme des enfants témoins	1 625 000	
	SupportLink	676 200	
	Programme de subventions aux communautés	2 500 000	
	Services juridiques spécialisés - Barbra Schlifer Clinic	300 000	40 535 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		56 990 100
306-2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins		
	Traitements et salaires		15 003 200
	Avantages sociaux		2 304 000
	Transports et communications		1 773 100
	Services		851 300
	Fournitures et matériel		508 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		20 439 700

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
306-3	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	
	Traitements et salaires	3 703 400
	Avantages sociaux	506 600
	Transports et communications	404 400
	Services	2 406 800
	Fournitures et matériel	159 500
	Paiements de transfert	
	Indemnisation des victimes d'actes criminels	48 116 700
Total à voter - Charges de fonctionnement		55 297 400
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux victimes		132 727 200

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2008-2009 \$	Chiffres réels 2007-2008 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 312 470 214	1 477 253 679
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	5 115 100	5 115 100
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(9 167 300)
Total - Charges de fonctionnement (données ayant subi un retraitement)	1 317 585 314	1 473 201 479

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement. Les chiffres réels de 2007-2008 ont été rectifiés en fonction de la ou des nouvelles structures ministérielles en 2008-2009.